

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°74 - MARS 2008 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

De l'église à l'usine ?



Défendre la laïcité de l'école et de l'Etat !

Sommaire du n° 74

- ✓ Edito. p.2
- ✓ Nouvelle offensive contre nos retraites. P.3
- ✓ Revue de presse sociale. p.4
- ✓ Le rapport Pochard... p.5
- ✓ Oui, défendre la laïcité... p.6
- ✓ De l'église à l'usine... p.7
- ✓ L'impérialisme français à l'offensive en Afrique. p.10
- ✓ Courrier International n°136 - Palestine. p.11
- ✓ Venezuela - Déclaration de la LIT-QI - Campagne contre le licenciement d'Orlando Chirino. p.14-15

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour
toute correspondance)

Courrier électronique

(E-Mail) nouvelle adresse :

contact@gsi-litqi.org

Site Web (nouvelle adresse) :

http://www.gsi-litqi.org/

Clôture rédactionnelle le

27 février 2008

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Ne pas s'arrêter aux élections !

Il n'est pas un commentateur dans la dernière période qui ne cherche une explication aux provocations du Président de la République dans la proximité des élections municipales et cantonales. Certains, comme le directeur adjoint du quotidien espagnol *El País*, s'est même récemment penché sur « *l'incurable hypertrophie de l'ego* » de Sarkozy. Ce serait cependant une erreur de se cantonner à la psychologie du personnage, même si elle a son importance. De même que limiter l'explication à une tentative désespérée de reprendre la main après des sondages calamiteux, dans un but purement électoral, est une explication courte qui risque de participer à la mise en scène et aux diversions orchestrées par l'Élysée.

L'infléchissement du régime dans le sens d'un renforcement de son caractère bonapartiste est en marche. Voilà ce que signifient les multiples déclarations fracassantes qui viennent de la mouvance gouvernementale, quitte parfois à créer le trouble jusque dans les rangs de l'UMP. Trouble suscité, souvent, par la proximité d'élections qui pourraient bien amener un retour de bâton sur ce « terrain déformé de la lutte des classes ». Car la « droite décomplexée » n'hésite pas à brouiller les repères afin de réhabiliter de vieilles thèses parmi les plus réactionnaires.

Brouillage des repères

Au dîner annuel du CRIF, pour complaire à la garde-frontière franco-israélien, A. Klarsfeld, Sarkozy fait une proposition qui « glace le sang » de S. Veil, rescapée d'Auschwitz et de Bergen-Belsen, figure de la résistance : faire porter à chaque élève de CM2 la mémoire d'un enfant juif mort en déportation. Les repères - et quels repères ! - continuent ainsi à être brouillés, comme pendant la campagne présidentielle.

Peu après, le Conseil constitutionnel s'oppose à une disposition de la énième loi sur la récidive, prévoyant une application rétroactive. Un journaliste téméraire ose évoquer une dérive totalitaire devant R. Dati, Garde des sceaux, Ministre de la justice. La réponse est édifiante : « *la dérive totalitaire, ça serait laisser des criminels dangereux s'atta-*

quer à nos enfants » (Journal de 20 heures, France-2, le 21 février 2008).

Bien entendu, Sarkozy cherche à contourner la censure du Conseil constitutionnel, la « gauche » s'émeut mollement, la réponse est cinglante : « *Je laisse le soin aux Français de juger le Parti Socialiste qui se met clairement du côté des assassins et oublie toutes les victimes. C'est irresponsable de jouer avec la sécurité des Français* », « *poser la question de la rétroactivité de la loi pour les violeurs d'enfants et les assassins déjà condamnés, c'est d'abord vouloir assurer la sécurité des Français* ». « *Il s'agit d'appliquer le principe de précaution* ». C'est de N. Morano, porte-parole de l'UMP (NouvelObs.com, le 24 février 2008). Ayez peur des criminels, ayez confiance dans l'Etat, n'est-ce pas une conception totalitaire ?

Derrière l'internement administratif à vie (la « rétention de sûreté ») pour certains criminels, se profile le rétablissement de la peine de mort. On enferme les criminels pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils ont fait : c'est la réhabilitation de la notion de « criminel né » et de « classe dangereuse ». C'est la confirmation de ce que Sarkozy est un partisan des théories eugénistes. Ce que seul F. Bayrou avait relevé lors de la présidentielle, un comble.

En réalité, Sarkozy vise l'après élections. Peu lui importe que « l'opposition » contrôle de nouvelles municipalités, de nouveaux départements, et déjà la plupart des régions. D'autant que cette « opposition » s'est déclarée « constructive » dès le lendemain des élections législatives de 2007. Sarkozy est au coeur du pouvoir présidentiel. Il travaille sans relâche à son renforcement. Il a le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat et le Conseil économique et social dans sa main. Le Conseil constitutionnel lui fait (un peu) d'ombre, il demande au Premier président de la Cour de Cassation de voler à son aide¹). Tous les jours il met en application cette maxime de C.-M. de Talleyrand : « *on peut violer les lois sans qu'elles crient* ». La « gauche », elle, pousse des cris d'orfraie, avance des arguties juridiques, mais elle laisse

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

faire : s'opposer c'est risquer de provoquer l'explosion. Tant ce pays sent la poudre sur le plan social.

Ce pays sent la poudre

La multiplication des grèves, dans le secteur privé essentiellement, dans la dernière période, sur les salaires et l'emploi, montre qu'un cap a été franchi. Les promesses sur le pouvoir d'achat on fait long feu. Les travailleurs exigent des augmentations de salaires.

Le phénomène de la grève par procuration (les travailleurs du privé approuvant les fonctionnaires, mais restant l'arme au pied sous la menace de fer-

metures d'usine), phénomène que l'on connaissait depuis 1995, est terminé. Le gel des salaires, l'allongement du temps de travail, n'ont pas empêché les licenciements et les délocalisations. Tous les travailleurs sont touchés, y compris les cadres. Les suicides au « technocentre » de Renault comme chez PSA, à la Centrale EDF de Chinnon, comme récemment à la Poste, sont le révélateur de ce que la limite du supportable est atteinte : désormais toute la classe ouvrière dans toutes ses composantes se prépare à faire face, malgré l'engagement des bureaucrates syndicaux aux côtés du gouvernement.

« C'est une course de vitesse qui est

engagée. » écrivions-nous dans l'éditorial du n° 73 de l'Internationaliste. Sarkozy cherche à imposer dans tous les domaines, y compris bien sûr dans celui des institutions, des changements irréversibles. Ce n'est pas la défense de la République qui est à l'ordre du jour, encore moins celle des institutions de la Vème République. Non, l'heure est à la mobilisation unitaire de l'ensemble des travailleurs qui, seule, peut donner une issue positive à travers la grève, à travers les comités de grève, à travers la centralisation des comités de grèves.

1) Dernière minute, celui-ci vient de rejeter la demande !

Nouvelle offensive contre nos retraites

En 2003, avec la loi Fillon, la durée de cotisations des agents de la fonction publique a été alignée sur celle des salariés du privé à raison de 2 trimestres supplémentaires par an, soit 40 annuités entre 2004 et 2008. Il était programmé ensuite, pour les salariés du public et du privé, un passage progressif à raison d'un trimestre par an à 41 ans en 2012, et 42 ans à l'horizon de 2016.

La loi Fillon préconisait une nouvelle réforme en 2008 : le moment est arrivé, le nouveau rendez vous pour les retraites est fixé. Le ministre du travail recevra les partenaires sociaux et tous les acteurs concernés le mois prochain, pour un texte de loi courant juin et une adoption au parlement à l'été.

Selon Xavier Bertrand, « cet agenda a été débattu avec les syndicats et le patronat lors de la conférence sur la protection sociale à l'Elysée. Nous sommes dans une logique de concertation. Cela nous permettra de mettre tous les sujets sur la table. »

Après avoir réglé le sort des régimes spéciaux avec la complicité des directions syndicales, le gouvernement a le champ libre pour une nouvelle offensive généralisée contre les retraites de tous les salariés.

Le MEDEF, par la voix de sa présidente, fait monter les enchères : il faut relever l'âge légal de la retraite à 62, 63 ans, voir par la suite à 65 ans. En clair, même si l'on a ses trimestres, ce qui peut être encore le cas pour les générations du papy boom, à 60 ans la retraite sera amputée. Il faudra travailler 2 ou 3 ans de plus pour obtenir une retraite à taux plein. Il en sera de même si l'âge est

reporté à 65 ans.

Pour le MEDEF, il est plus que temps de ne plus financer les régimes par répartition, pour les réduire à minima et laisser le champ libre à la capitalisation, car des milliards de cotisations échappent encore à la bourse.

Le ministre du travail cherche à temporiser les ardeurs du MEDEF : « à l'heure d'aborder un débat aussi important, je demande à chacun d'avoir une position d'ouverture et sans tabou... Le véritable enjeu, c'est que l'âge réel des retraites atteigne 60 ans. Pour cela il faut que les entreprises se mobilisent d'avantage. Aujourd'hui les salariés partent en moyenne à 59 ans. Cela ne sert à rien de débattre de manière idéologique de l'âge de la retraite. »

Et il en remet une couche sur les seniors : « la priorité est de développer l'emploi des seniors... »

Sur un semblant de polémique, une certitude : ils sont tous d'accord pour préparer l'opinion à l'idée du recul de l'âge de la retraite et à l'allongement de la durée de cotisations. Dès 2012, les agents de la fonction publique et les salariés du privé devront avoir travaillé 41 ans pour une retraite à taux plein. A quand les 41 ans pour les salariés des régimes spéciaux ? Nul doute que nous assisterons -au nom de l'équité, bien entendu- à une nouvelle campagne d'intox.

Les directions syndicales semblent contester toute idée de l'allongement de la durée de cotisations, mais elles vont se rendre à la concertation. C'est le même scénario qui a prévalu pour les régimes spéciaux et qui a permis au gou-

vernement de les démanteler. On parle à nouveau de journées d'action en mars. Encore une fois la démonstration sera faite : non seulement ces journées ne servent à rien, mais elles contribuent à isoler les travailleurs.

Face aux attaques des patrons et du gouvernement, nous assistons chaque jour à des grèves de plus en plus dures. Il faut les unifier ! La mobilisation la plus large est à l'ordre du jour !

Pour y parvenir, nous avons besoin de dirigeants syndicaux qui disent non à cette politique de concertation, dont l'objectif essentiel est d'amener les organisations syndicales à accepter les plans gouvernementaux. Nous avons besoin d'un véritable syndicalisme de lutte de classe.

L'ensemble de notre protection sociale est menacé, aucune place à la concertation !

On nous parle de déficit. Les exonérations patronales privent les régimes par répartition de milliards de cotisations.

Les solutions existent :

Arrêt des exonérations et remboursement des dettes patronales.

**Un emploi pour tous en CDI
Augmentation générale des salaires.**

**Retour aux 37,5 ans et demi
Départ à 60 ans maximum
avec une retraite à taux plein.**

Marinette

Revue de Presse Sociale

*L*e Monde publiait en manchette de son édition du 20 février : « *Les revendications salariales se multiplient* ». L'article commençait ainsi : « *Depuis plusieurs mois, les conflits sociaux liés au pouvoir d'achat s'enchaînent à une cadence soutenue dans le secteur privé* ». Ce constat, fort juste, correspond à un contexte d'aiguïsement de la lutte de classe observable depuis plusieurs mois. Si l'on regarde la nature des conflits qui se sont déroulés ces derniers mois, on se rend compte qu'ils traduisent une multiplication et une radicalisation des mobilisations des travailleurs. Derrière le terme flou de *pouvoir d'achat*, ce sont en réalité deux questions centrales qui sont posées : d'une part celle de **l'emploi**, c'est-à-dire des statuts, du code du travail et des conditions de travail ; d'autre part celle des **salaires**, c'est-à-dire leur augmentation.

Les travailleurs qui se mobilisent, le font pour se battre contre les licenciements massifs, contre les fermetures d'usines, contre le travail précaire, contre les bas salaires. Les salariés se mobilisent de manière de plus en plus radicale, souvent contre les directions syndicales, qui ont les mains liées par leurs accords avec le patronat.

Le secteur où l'on a assisté aux grèves les plus emblématiques des dernières semaines est, sans doute, celui de la **grande distribution**. Dans ces entreprises, qui emploient plus de 600 000 travailleurs, les salaires de misère et la précarité des emplois sont la règle générale.

Sous la pression des travailleurs des grandes surfaces, les syndicats ont été contraints d'appeler à une journée nationale d'action, le 1^{er} février 2008, pour réclamer l'augmentation des salaires, des embauches et l'amélioration des conditions de travail, notamment le respect des temps de pause et la transformation des emplois à temps partiels en emplois à temps plein. Malgré une représentation syndicale assez faible dans les magasins, les taux de grévistes ont été assez importants, atteignant jusqu'à 50 à 60 % dans certains endroits. A Marseille, les travailleurs du magasin Carrefour ont même débordé les syndicats et ont mené une grève de 16 jours, du jamais vu dans une grande surface. Isolés, à cause de la politique des directions syndicales, ils n'ont pas vu leurs revendications satisfaites. Mais cette

lutte ouvre une brèche dans un secteur économique où la répression anti-syndicale et la création de « syndicats maison » sont de mise.

D'autres magasins sont d'ores et déjà entrés à nouveau en grève, comme c'est le cas des Conforama de la région de Nantes. Les syndicats du secteur ont même été contraints d'appeler à une nouvelle journée nationale d'action, dans la grande distribution, pour l'augmentation des salaires.

Alors que Nicolas Sarkozy dit vouloir lancer un plan de réindustrialisation de la France (comme il avait voulu se faire passer pour le « président du pouvoir d'achat »), les grands groupes capitalistes continuent à fermer les usines à tour de bras, pour délocaliser leur production vers des pays où le coût de la main d'œuvre est moins cher. En réponse, **plusieurs mouvements de grève contre des fermetures d'usines** ont marqué l'actualité de ces dernières semaines.

Le mouvement de **grève des travailleurs du site de production des glaces Miko**, à Saint-Dizier dans la Haute-Marne, est représentatif de cette situation. Les employés bloquent l'usine depuis le 9 janvier dernier pour protester contre un plan de licenciements qui prévoit la suppression de 250 postes de travail sur 493. Les syndicats ont lancé un appel à la grève dans tous les sites du groupe et ont organisé une manifestation à Saint-Dizier qui a réuni près de 1500 personnes.

La direction de l'usine, qui estime avoir perdu 1 million d'euros depuis le début du conflit, a suspendu le versement des salaires le 13 février. Après cette décision, la situation entre la direction et les travailleurs en grève s'est encore tendue d'avantage. Au lieu d'affaiblir les travailleurs, cette attitude de la direction les a consolidés dans leur détermination, et ils ont reconduit la grève.

Lorsque Claudio Colzani et Frédéric Faure, respectivement patron et directeur des ressources humaines (DRH) d'Unilever France, l'entreprise dont dépend le site de Saint-Dizier, sont venus rencontrer les grévistes, ils ont été accueillis sous les cris de « Vous êtes des assassins ! » ; « Des menteurs ! » ; « Des voyous ! ». Les employés ont ensuite réclamé de l'argent et du travail. Mais les représentants de la direction ont affirmé qu'il n'était pas question de

retirer le plan de licenciements, parce que le groupe Unilever devait rester « compétitif » sur le marché français.

Dans un communiqué diffusé vendredi 22 février, la CFDT a même été obligée de juger "insuffisantes" les avancées obtenues lors de deux journées de négociations. Pour sa part, le délégué syndical FO Bruno Thyès a affirmé que les employés projetaient également de "mener des actions" dans les prochains jours.

La lutte **des ouvriers de l'Usine Kléber de Toul** a également été marquante. Les employés de ce site de production de pneus sont en grève depuis l'annonce de la fermeture de l'usine (qui emploie actuellement près de 850 travailleurs), alors même que Michelin, entreprise propriétaire du site, fait d'énormes bénéfices. La situation s'est brusquement tendue lorsque la direction a présenté les conditions du « plan d'accompagnement » des licenciements. Elle proposait des primes de départs équivalentes à quatre et jusqu'à neuf mois de salaire, selon l'ancienneté, seulement pour ceux qui pouvaient justifier d'un CDI validé par Michelin. Cette annonce a été vécue comme une véritable provocation par les travailleurs. Le 14 février, les salariés ont donc décidé de retenir le directeur des ressources humaines et le président du comité central d'entreprise de l'usine. Après une période de tension de près de 4 jours, les salariés ont décidé de relâcher les deux cadres contre l'engagement de la part de la direction d'accorder une prime supplémentaire de 2400 euros par année d'ancienneté.

On peut également parler des grèves des contrôleurs aériens, des travailleurs des sites d'Arc International, de l'Oréal, des skis Salomon, de l'imprimerie nationale, des éclusiers du bassin de la Seine, des salariés des musées publics, la grève très suivie de l'audiovisuel public, des prochaines grèves des inspecteurs de conduite et des salariés des transports de Marseille. Toutes ces mobilisations se font pour la défense de l'emploi, pour l'amélioration des conditions de travail et pour l'augmentation des salaires, et démontrent la détermination des travailleurs. Mais les salariés se heurtent toujours à l'obstacle bureaucratique que constituent les directions syndicales.

Mathieu

Le Rapport Pochard : une attaque frontale contre les enseignants

Le 13 février, lors du dîner du CRIF, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il comptait que chaque élève de CM2 prenne en charge la mémoire d'une victime de la Shoah. Au-delà de l'absurdité de cette mesure, qui a provoqué d'importants remous même dans son camp, (notamment de la part de Simone Veil), il semble clair que le président cherchait à créer diversion par rapport aux attaques qu'il compte diriger prochainement contre les enseignants.

En effet, le 4 février 2008, la commission Pochard a remis un rapport, sur la « redéfinition du métier d'enseignant ». Cette commission, constituée en 2007 par le président de la république, avait pour mission de faire des propositions pour « réformer » le statut d'enseignant. Il est important de signaler que cette commission était constituée, entre autres : du directeur délégué des ressources humaines et des relations sociales du groupe La Poste, du directeur général de l'Institut Montaigne, présentateur de l'émission « les grands débats du mardi » sur BFM et éditorialiste au mensuel « Enjeux-Les Echos », ou encore de Michel Rocard... Des personnages dont on se demande en quoi sont-ils aptes à formuler des propositions sur la réalité enseignante. Le rapport remis le 4 février est un livre vert, c'est-à-dire un rapport qui fixe des grandes orientations. Il sera complété au printemps par un livre blanc, qui formulera des propositions plus abouties.

L'objectif central : la liquidation de l'enseignement public

Pour justifier la nature de ses propositions, le rapport part du principe que le système éducatif actuel est en situation d'échec. En outre, il s'appuie sur un rapport de l'OCDE sur l'enseignement primaire et secondaire pour procéder à une comparaison de la situation française avec celle des autres pays de l'UE et d'Amérique du Nord.

En fait, le rapport est assez clair et il traduit la volonté d'approfondir le processus de liquidation de l'enseignement public ; un processus déjà engagé par les gouvernements précédents. Après s'en être pris à l'enseignement supérieur, aux diplômés nationaux, aux

programmes nationaux, ce rapport se concentre en particulier sur l'enseignant. Il s'agit de remettre en cause les statuts, les modes de recrutement, l'évaluation, donc l'évolution des carrières, le nombre d'heures de travail, les rémunérations, etc.

Pour fixer le cadre général, le rapport préconise de remettre en cause le caractère « normatif » et « centralisé » qui régit les statuts des enseignants. Il s'agit de donner plus d'autonomie aux établissements scolaires du point de vue du contenu des programmes et de la gestion du personnel.

En ce qui concerne les modes de recrutement, le rapport préconise plusieurs mesures. Il parle de faire appel, pour une durée donnée, à des personnes qui n'ont pas le statut d'enseignant, employées directement par le chef d'établissement sur la base d'un contrat. Le rapport évoque par ailleurs la nécessité de développer la bivalence chez les enseignants, de simplifier et de regrouper les concours de recrutement. Enfin, le rapport propose de régionaliser les concours de recrutement du second degré, à l'image de ce qui se passe déjà pour le premier degré.

En ce qui concerne le mode d'évaluation des enseignants, le rapport préconise également de le remettre en question. Il compte passer d'un système de notation individuelle basé sur une progression de carrière fixée par les statuts de la fonction publique, à un système de notation au mérite, dans le cadre de l'évaluation collective des établissements. Ces évaluations seraient faites par des entités extérieures à l'éducation nationale et s'inscriraient dans une perspective d'évaluation des « performances » des équipes éducatives.

En ce qui concerne le temps de travail, le rapport préconise qu'il soit annualisé et qu'il soit fixé par les chefs d'établissement. Par ailleurs, alors que le rapport affirme que le temps de travail hebdomadaire est de 39h30 chez les enseignants du secondaire et de 43h chez ceux du primaire, il préconise d'affecter de nouvelles charges de travail aux professeurs.

En ce qui concerne les rémunérations, le rapport propose d'abandonner le système de progression de carrière

pour passer à un système de rémunération au mérite.

L'ensemble de ces mesures se place donc dans une logique purement gestionnaire. Il n'est absolument pas question d'augmenter le nombre de places aux concours de recrutement pour remplacer les départs à la retraite, d'augmenter les salaires ou d'augmenter le budget de l'éducation nationale. Au contraire. Les principales mesures du rapport Pochard visent de manière très claire à liquider les statuts de la fonction publique, à mettre les établissements et les enseignants en concurrence afin de créer une éducation à plusieurs vitesses. Il s'agit, pour le gouvernement, d'effectuer d'importantes économies en réduisant le budget de l'éducation : comme il est dit plusieurs fois de manière explicite dans le rapport, il s'agit de respecter les objectifs budgétaires fixés par le LOLF.

Les réactions syndicales

En réponse aux propositions de la commission Pochard, les réactions des syndicats d'enseignants sont extrêmement molles. Par exemple, la FSU, formule des critiques vis-à-vis du rapport mais se contente de conclure qu'il ne « peut servir de base à une négociation sur la revalorisation du métier ». Ce syndicat veut simplement « adresser un message » au ministre avec le SE-UNSA et le SGEN-CFDT, alors même que ces deux syndicats trouvent que certains aspects du rapport sont « intéressants ». Pour le moment, aucun mot d'ordre de grève ou de manifestation n'a été lancé. Or, face à l'ampleur de ces attaques, il est urgent de construire la mobilisation de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale pour empêcher l'application des mesures préconisées par ce rapport.

Mathieu

Oui, défendre la laïcité de l'école et de l'Etat !

« Ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent. (...) Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. » (N. Sarkozy, le 20 décembre 2007, Palais du Latran). Et peu de temps après cette proclamation, N. Sarkozy s'exprimera dans le même sens devant le Conseil consultatif (le « parlement ») saoudien.

Des dérapages très contrôlés

Le 20 février, le magazine VSD rapporte cette fois les propos de la directrice de cabinet de N. Sarkozy, Emmanuelle Mignon¹, selon laquelle « en France, les sectes sont un non-problème » et, faisant explicitement référence à la scientologie, de s'interroger sur le caractère « scandaleux » de la liste établie par la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Malgré le démenti de l'intéressée et la « mise au point » de N. Sarkozy, ces nouvelles déclarations provoquent de plus en plus de remous. Surtout qu'Emmanuelle Mignon a déjà fait parler d'elle.

En effet, alors directrice des études de l'UMP (avec 250 personnes sous ses ordres !), Mignon avait déclaré : « J'ai toujours été conservatrice, j'aime l'ordre. Je crois à l'initiative individuelle, à l'effort personnel et, en matière économique, à la main invisible du marché. Par exemple, je suis pour une privatisation totale de l'Education nationale. » (Le Monde du 7 septembre 2004). En professionnelle de « la com. », elle avait bien entendu nuancé cette dernière phrase, tout comme aujourd'hui elle dément avoir tenu ces propos au journaliste de VSD. Le procédé est connu : une provocation, puis une mise au point ; on saura ainsi comment réagit « l'opinion » et on pourra alors choisir un angle d'attaque pour neutraliser toute opposition. Ici, c'est à nouveau la laïcité de l'école et de l'Etat qui est visée ; comme d'habitude, au nom de la défense de la laïcité...

Cette laïcité qui dérange tant de monde...

Le GSI s'est à plusieurs reprises exprimé sur la question qui fait débat dans ce pays et

dans de nombreux autres, des pays non laïcs, eux, où la confusion est entretenue sur ce principe politique, qui est un acquis démocratique bourgeois (voir l'Internationaliste n°51 de mars 2004 et, sur notre site, le dossier « En défense du marxisme » <http://www.gsi-litqi.org/dossiers/defmarxisme/index.html>). En 2004, nous écrivions : « Et voilà que maintenant, J. Chirac se présente en ardent défenseur de la laïcité de l'Etat et de l'éducation nationale ! Mais qui peut croire, un instant, que les forces sociales et politiques, historiquement les plus hostiles à la laïcité, vont défendre ce qu'elles n'ont jamais cessé de combattre, ce qu'elles ont toujours proclamé vouloir détruire, ce qu'elles cherchent à liquider depuis un siècle ? ». Ce qui était vrai avec Chirac en 2004, le reste avec Sarkozy en 2008.

Nous avons à réaffirmer, ici, que chacun doit être libre de sa conscience, pas seulement de sa religion ; **que cette question ne doit pas concerner l'Etat**. En conséquence, l'Etat ne doit salarier et ni subventionner aucun culte : les croyants sont libres de construire des lieux de culte mais n'ont pas à recevoir de financement public. En retour, les institutions religieuses sont écartées des affaires de l'Etat. Idem pour l'école publique et les parents : s'ils le souhaitent, ils doivent pouvoir organiser un enseignement confessionnel, privé ; sur fonds privés, exclusivement. **Dans le domaine scolaire, le mot d'ordre doit être : « fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ».**

Quand on se penche sur la dérive qui est à l'oeuvre sur la laïcité de l'Etat et de l'école, on trouve un fil conducteur qui nous ramène aux débats autour de la loi de 1905. Loi adoptée, in extremis, alors que le capitalisme entrait dans sa phase impérialiste et que la bourgeoisie, elle-même, se retournait contre des valeurs qu'elle avait promues pendant les siècles de sa lutte contre le régime féodal. Depuis, les cléricaux, les tenants d'une soumission de l'Etat et de l'ensemble de la société à l'autorité religieuse, exclusive ou non, ont toujours proclamé leur détermination à mettre fin à la loi de 1905.

Le maintien de l'Alsace-Moselle sous statut concordataire -politique de Vichy-, le financement public des écoles privées sous de Gaulle, puis sous Mitterrand avec les accords Lang-Cloupet, la tolérance sur les signes religieux à l'école publique après l'arrêt du Conseil d'Etat en 1989 - à la demande du « socialiste » Jospin-, la loi Chirac sur les foulards : tout concourt à l'affaiblissement du principe politique de laïcité.

Or, affaiblir un principe, c'est le nier, l'anuler.

Contrôle social et privatisation de l'enseignement

Pour l'Etat, il s'agit de s'appuyer sur des corps intermédiaires contrôlés par des organismes religieux afin de maintenir l'ordre dans les quartiers et dans les têtes. D'où l'acharnement à donner à « l'Islam de France » une représentation calquée sur l'organisation de l'Etat, à l'image des cultes chrétiens ou juif. Quant aux agnostiques et aux athées, puisqu'ils sont « hors communauté », excommuniés dirait Ratzinger, ils n'ont plus leur place dans la cité, sauf à être « protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme ». Vous êtes bien bon, monseigneur Sarkozy.

Quant à l'école, il s'agit de lui fournir un cadre public à l'expression privée de quelques unes des 1200 religions qui existent dans le monde. Cela revient à privatiser l'école « de l'intérieur », en y faisant entrer les particularismes religieux qui dicteront leur volonté par le biais des conseils d'école ou des conseils d'administration. Ou bien, il s'agit alors de démanteler l'éducation nationale sur la base de clivages religieux, en envoyant les élèves dans des établissements privés confessionnels..., financés par l'argent public. Dans les deux cas, le résultat c'est la privatisation.

Oui, défendre la laïcité, sans attendre

Seul le renversement de la bourgeoisie, l'instauration du socialisme, la propriété collective des moyens de production à l'échelle du monde sous le contrôle des travailleurs des villes et des campagnes, peut empêcher la bourgeoisie de revenir sur l'ensemble de ces acquis démocratiques. En effet, sans le socialisme, l'humanité aura la barbarie. Mais ce serait une grave erreur que d'ajourner la défense des libertés démocratiques en s'en remettant à la révolution socialiste vue comme une sorte de Messie « laïc » à venir.

Il en va de la laïcité comme du droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, et à se séparer : c'est maintenant que le combat se mène. Et ce combat doit être un levier non pour « la défense de la république » et des institutions bourgeoises, mais pour leur renversement.

1) La biographie publiée par Wikipedia nous renseigne sur ce personnage qui est passé, tout comme la ministre V. Pécresse, par le collège Sainte-Marie de Neuilly et le lycée privé Sainte-Geneviève de Versailles... Que le monde est petit !

De l'Eglise à l'Usine.

Un programme de combat contre la classe ouvrière et la jeunesse

"Les lois, la morale, la religion sont aux yeux [de l'ouvrier] autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois" - K.Marx et F.Engels, Manifeste du parti communiste.

Offensive morale et religieuse

Les attaques de la bourgeoisie contre l'éducation prennent des proportions inquiétantes. Sarkozy et sa clique réactionnaire comptent définitivement jeter l'enseignement public aux fauves capitalistes. Le programme n'est pas seulement de privatiser les écoles et de livrer les diplômés à l'appréciation subjective des patrons, mais enfin de conditionner l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs à la morale bourgeoise. La nécessité pour le capital français de baisser les coûts

curés de remettre la main sur l'éducation des jeunes.

Ajoutez à cela la réintégration des leçons de morale à l'école primaire et nous nous retrouverons 150 ans dans le passé ! D'ailleurs pour ce qui est de la morale, Sarkozy se veut là aussi particulièrement édifiant : *"Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé (...) parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance"*.

Quand les capitalistes s'invitent à l'université...

Conséquence directe de l'application de "l'autonomie / privatisation" des facs, Conforama a pu signer un accord avec Paris 1, le 16 janvier dernier, pour créer un nouveau "cursus diplômant" devant former les futurs directeurs magasins de l'enseigne. Cette formation comprend des modules dispensés par l'université mais aussi par Conforama. De même, "les managers" de l'enseigne participent au programme via des "conférences" destinées à formater le candidat pour qu'il adhère à la vision stratégique de l'entreprise. A noter que dans son communiqué de presse, Conforama n'évoque pas le terme d'"étudiant" mais celui de "candidat".

Les attaques contre les étudiants et les travailleurs sont le fruit de l'application du processus européen "de Bologne" de privatisation des universités. Comme par exemple Outre-Manche, où c'est la chaîne de restauration rapide la plus répandue au monde qui "innove". En effet, Mac Donalds vient d'être autorisé à décerner ses propres diplômes, équivalents du baccalauréat britannique et reconnus par l'Etat. McDonald's pourra délivrer un baccalauréat en "gestion du travail en équipes". La politique d'enseignement anglaise est très claire, comme l'explique le ministre des Universités et de la Formation, John Denham : *"Cette importante mesure vise à mettre fin aux vieilles divisions entre les qualifications nationales et la formation en entreprises, ce qui va être à l'avantage des employés, des employeurs et du pays dans son ensemble"*. Sous couvert de lutte contre le chômage et la précarité, le Premier ministre Gordon Brown va plus loin : *"Tout jeune a besoin d'une qualification et je veux que chacun d'entre eux rejoigne soit l'université, soit l'apprentissage"*.

Mais Ronald ne s'arrête pas en Angleterre puisque Mac Donald's est déjà en partenariat avec l'université de Rouen, via un programme de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) qui, selon le porte-parole de l'entreprise, correspond à "un bac plus trois pour les directeurs de nos établissements".

La privatisation des universités amorcée par le LMD (grades Licence - Master - Doctorat, sanctionnant l'acquisition de compétences) a pour conséquences la destruction du contenu national des diplômes et la mise en concurrence des étudiants, au plus grand bénéfice du patronat. La fin de l'adossement des diplômes aux conventions collectives signifie la disparition des droits et niveaux de salaires auxquels pouvaient prétendre tous les diplômés, et la négociation individuelle de ces droits avec le patron.

Pour de vrais diplômés reconnus dans les conventions collectives

Abrogation de la LRU ! Luttons contre le processus de Bologne !

Clément



de production impose au gouvernement des réformes "structurelles" en terme de droit du travail, mais aussi superstructurelles, idéologiques, qui forceront les travailleurs à accepter des conditions de travail et des salaires de plus en plus précaires.

Les annonces du chanoine-président concernant la religion sont d'une clarté effrayante. Lors de son discours devant l'assemblée du CRIF le 14 février dernier, il a en effet annoncé que pour lui les élèves devraient rencontrer *"à un moment donné de leur formation intellectuelle et humaine, des religieux engagés qui les ouvrent à la question spirituelle et à la dimension de Dieu"*. En un mot, le gouvernement se prépare à dépecer la loi 1905 afin de permettre aux

Marx expliquait dans sa "Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel" que *"La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà perdu. Mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. (...) La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupire de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple."*

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

En appelant les curés de tout poil à professer la morale dans nos écoles, Sarkozy demande aux travailleurs de demain de "rendre à César ce qui est César et à Dieu ce qui est à Dieu"... en attendant le jugement dernier pour des jours plus heureux ! La "laïcité positive" signifie en définitive confier l'éducation des chrétiens aux curés, celles des musulmans aux imams et celles des juifs aux rabbins. La bourgeoisie, en acceptant la laïcité au début du XXème, a aidé à l'unification de la classe ouvrière en France. Elle cherche aujourd'hui à la remettre en cause afin de diviser et d'endormir des travailleurs qui ne cessent de démontrer leur volonté de lutter.

Un enseignement à la carte

C'est dans ce contexte de remise en cause totale de l'enseignement public et laïc que Sarkozy a annoncé son "Plan banlieue". Parmi les mesures qui rentrent dans le cadre de notre article, notons la volonté d'ouvrir 50 classes d'écoles privées en banlieue. Rappelons que 97% des écoles privées sont d'obédience catholique... Il existe en Alsace-Moselle un CAPES d'histoire des religions, distorsion historique que le gouvernement risque de généraliser. En effet, un rapport récent sur le statut des professeurs propose de régionaliser les concours de recrutement à l'Education Nationale, voire de les anéantir définitivement en ajustant les "compétences" de l'enseignant au grade de Master (niveau européen de compétences, anciennement Bac +5). Ce qui veut plus simplement dire : former des professeurs au sein d'universités privées qui se vendront sur le marché d'un enseignement privatisé.

Le Socle commun de connaissances et de compétences, imposé par la loi Fillon de 2005, pose les bases de programmes scolaires dépendant des moyens de chaque établissement. A côté de ce socle minimal, les élèves se verront proposer des enseignements qui dépendront avant tout des moyens qu'ils auront pour les acheter ! Ce socle est le menu principal et obligatoire d'un repas à la carte. Les quelques familles ayant les moyens d'offrir en dessert des enseignements artistiques, par exemple, au sein d'établissements labellisés "excellence", peuvent espérer voir un jour leurs rejetons étudier dans l'une des 10 universités d'élite annoncées par V. Péresse (son projet "Opération Campus" va financer

à hauteur de 5 milliards d'euros 10 pôles d'excellence, comme nous l'annoncions dans le précédent *Internationaliste*). Mais pour la majeure partie de la jeunesse il faut s'attendre à des enseignements de type "connaissance de la vie en entreprise", gracieusement financés par le patronat, ou encore de type "connaissance de la vie spirituelle", gracieusement financés par le Vatican !

Au cœur de cette individualisation de l'enseignement se trouve l'atomisation des diplômes, notamment du premier diplôme qualifiant : le Baccalauréat. Sous prétexte d'un "bac unique", X. Darcos a annoncé la fin de sa reconnaissance dans les conventions collectives et le code du travail. Le bac unique c'est la fusion à terme des filières générales, professionnelles et technologiques publiques qui sera le socle commun d'autant de bacs qu'il y aura de lycées. L'objectif pour les capitalistes est le même que l'instauration du LMD dans les universités : casser les droits collectifs des travailleurs et disposer ainsi d'une main d'oeuvre qualifiée mais peu coûteuse.

De l'église à l'usine : un chemin tout tracé pour la jeunesse quand la bourgeoisie tient les rennes de l'éducation !

La jeunesse ne restera pas docile !

La jeunesse a déjà montré qu'elle voulait se battre contre un système économique et politique qui ne promet que la misère et la lutte individuelle pour la survie. Depuis plusieurs années, l'Europe est traversée par des luttes étudiantes contre le processus de Bologne, clef de voute de la privatisation de l'Enseignement supérieur. Tout comme en France, en décembre 2006, la jeunesse ouvrière du Danemark s'est révoltée durant une semaine début février.

La jeunesse est prête à l'offensive, mais elle manque d'outils pour organiser sa révolte. Contre un capitalisme en putréfaction et ses chiens de garde, *Loi, Morale et Religion*, la jeunesse a besoin d'une alternative concrète comme perspective. Seul un parti révolutionnaire socialiste et internationaliste peut diriger le combat pour renverser la barbarie du capitalisme. Un parti qui organisera la jeunesse pour ses revendications :

(Suite page 9)

De la destruction de l'histoire, ou la bonne colonisation selon Sarkozy.

Ces derniers jours, Israël, invitée d'honneur du Salon du livre de Paris, a occupé une place de choix : les enfants victimes de la Shoah sont au centre d'une réforme partielle des programmes de CM2. Une fois de plus, on utilise le génocide pour tenter de normaliser et de justifier l'existence de l'état colonial sioniste. Moins chanceux, les Africains se sont vus refuser l'accès dans l'histoire par Sarkozy.

En juillet dernier, Sarkozy a prononcé à l'Université de Dakar un discours, dans lequel il affirme que « la colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique. Elle n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. Elle n'est pas responsable du fanatisme. Elle n'est pas responsable de la corruption, de la prévarication. Elle n'est pas responsable des gaspillages et de la pollution ». Ce discours n'a rien d'anodin, puisqu'il a été prononcé à l'Université même où, en 1966, se tenait le festival qui a marqué la renaissance culturelle de l'Afrique. Par ce discours, Sarkozy ne fait pas que nier l'existence de la culture africaine et les conséquences du colonialisme. Il en profite pour promouvoir le nouveau pillage économique de l'Afrique en affirmant que « La France veut avec l'Afrique des projets communs, des pôles de compétitivité communs, des universités communes, des laboratoires communs », et en invitant les étudiants africains à venir étudier en France dans le cadre d'une « immigration choisie ».

Domitille

Mobilisations contre la privatisation de la culture.

Le jeudi 21 février de nombreux musées ont fait grève à l'appel de la plupart des syndicats du ministère de la culture. Ils se mobilisaient face à la « menace de disparition du ministère de la Culture en tant que tel, de ses missions de service public et de l'avenir de ses personnels ». Une des premières mesures est entre autre la disparition de la Réunion des Musées Nationaux, le plus important éditeur public de livre d'Art et de Culture. Ceci prépare, tout comme la relance d'un mécénat actif ou la réorganisation du ministère de la culture, la fin de « l'exception culturelle » issue des cycles de négociation de l'OMC « Uruguay Round ». Cette exception culturelle qui permettait de limiter la privatisation de la culture et de l'enseignement, des « marchandises pas comme les autres » (selon l'expression de Jacques Delors), en France et en Europe.

Domitille

Contre les programmes au rabais et l'encadrement idéologique de la jeunesse !

Luttons pour une Ecole publique, laïque et gratuite pour tous financée à hauteur des besoins !

Les attaques contre l'enseignement public touchent aussi l'école primaire, comme le montre la réforme voulue par le Gouvernement. Au menu pour la rentrée 2008 : « Cours d'instruction civique et de morale » et « Socle commun de connaissances et de compétences ». Les élèves vont ainsi pouvoir « découvrir progressivement les valeurs, les principes et les règles qui régissent l'organisation des relations sociale » comme l'a précisé X. Darcos lors de sa conférence du 20 janvier. Avec la crise structurelle du capitalisme, dont les effets sont de plus en plus visibles, et la déliquescence du Gouvernement, on assiste à une volonté d'encadrer la jeunesse, et ce, dès le plus jeune âge. Dès la fin du CE1, les élèves devront connaître les emblèmes de la république, comme les drapeaux français et européen, ou encore apprendre et se lever au son de *la Marseillaise*. L'apprentissage de l'hymne national, abandonné après Mai 68, remis à l'ordre du jour par Chevènement en 1985 et rendu de nouveau obligatoire par Fillon en 2005, va ainsi permettre de mettre au pas la jeunesse sous le drapeau de la république bourgeoise. Dans le même sens, les élèves devront intégrer les « règles élémentaires de civilité » grâce à des maximes telles que « *La liberté des uns s'arrête là où commence celle d'autrui* » ou « *Nul n'est censé ignorer la loi* ». Dans l'époque impérialiste que nous vivons, on peut décemment s'interroger sur les limites de la liberté des travailleurs face au patronat, ou sur la capacité d'un élève ou d'un travailleur à connaître la loi dans son intégralité...

« *Le socle commun* » prévoit ainsi une baisse du nombre d'heures de cours, des programmes plus courts et simplifiés, resserrés autour du français et des math au détriment de l'histoire-géo, des sciences et de l'art plastique. Les deux heures libérées par la baisse du nombre d'heures seront à la disposition du directeur de l'école, introduisant là une nouvelle inégalité entre les établissements. Replacé dans le cadre des attaques que subit le secondaire et le supérieur, l'objectif d'un tel socle est de garantir au patronat un niveau minimal de qualification des élèves (savoir lire et compter) qui seront orientés vers des cursus professionnalisants intégralement financés par les entreprises privées. A quand l'école primaire d'entreprise chargée de former les enfants des salariés ?

Emeric

(Suite de la page 8)

Pour une éducation publique pour tous :

Curés et Patronat hors de nos écoles !

Argent privé aux écoles privées et argent public aux écoles publiques !

Pour un vrai travail et un vrai salaire :

De vrais diplômes adossés aux conventions collectives et au Code du travail !

Greg

Le GSI sur la toile :
<http://www.gsi-litqi.org/>

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Signature

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

L'impérialisme français à l'offensive en Afrique.

Le soi-disant scandale de l'Arche de Zoé, association dite humanitaire, a pris fin. Cette « association » avait été condamnée par la justice tchadienne puis rapatriée en France grâce, paraît-il, au volontarisme de Nicolas Sarkozy et à la bonne volonté du président tchadien, Idriss Déby. Il n'est pas étonnant qu'un accord ait été rapidement trouvé entre les gouvernements français et tchadien. Quasi immédiatement après le règlement de l'affaire, la France a volé une fois de plus au secours de ce régime corrompu et de plus en plus menacé par la rébellion, dont notamment le Front Uni pour le Changement. Cette lutte intérieure au Tchad se superpose à l'implication de ce pays dans la situation du Darfour.

Le conflit du Darfour, qui fait couler autant d'encre dans les rédactions bourgeoises que de sang des travailleurs agricoles dans cette région, est la partie la plus visible du conflit entre N'Djamena (Tchad) et Khartoum (Soudan). Idriss Déby, président tchadien, accuse son homologue Soudanais d'héberger et d'appuyer les forces rebelles qui cherchent à le destituer. Cet affrontement est le reflet des luttes inter-impérialistes pour le contrôle des richesses du continent africain. La France, impérialisme en déclin, utilise l'essentiel de ses forces à assurer ses positions en Afrique. Multipliant au besoin les interventions militaires, comme elle l'a fait il n'y a pas si longtemps en Côte d'Ivoire.

Sous couvert de garantir la sécurité de ses ressortissants face à l'offensive des rebelles tchadiens, les 2100 militaires français ont activement participé aux combats au côté des forces régulières du Tchad. Les accords de défense signés avec le gouvernement tchadien officialisent, depuis 1976, les services rendus par l'armée française (ravitaillement, renseignement, bombardements) à une armée régulière dépassée dans sa lutte contre les rebelles. L'objectif étant aujourd'hui de maintenir, coûte que coûte, Idriss Déby au pouvoir. Un personnage qui a plus que prouvé sa totale soumission aux diktats de l'impérialisme français. A l'instar des régimes d'Omar Bongo (Cameroun), de Joseph Kabila (Congo-Kinshasa) ou de Denis Sassou Nguesso

(Congo-Brazzaville), le gouvernement de Déby ne tient que par la seule volonté des dirigeants français successifs. Pour reprendre les mots de notre président Sarkozy : « La France fera son devoir au Tchad ». Un devoir qui concorde curieusement avec les intérêts de Bolloré « l'Africain », proche ami du président, et de Thierry Desmaret, PDG de Total. Une résolution non-contraindante de l'ONU est venue apporter une caution internationale à l'offensive française. Cet exemple démontre une fois de plus le rôle de cette institution internationale, chambre d'arbitrage et d'enregistrement des décisions unilatérales des principaux impérialismes. Dans son équipée tchadienne, la France a su gagner l'appui des principales puissances européennes, notamment l'Allemagne, puisque la force qui va être déployée comme protection d'Idriss Déby porte le cachet de l'UE (EUFOR).



Dans un contexte économique de crise profonde, l'engagement militaire français en Afrique doit être vu comme une partie de la réponse à l'effritement du capitalisme, système ébranlé par un Krach financier d'une ampleur inégalée. Les principales bourgeoisies nationales tentent de redynamiser leur impérialisme pour garantir l'approvisionnement en matières premières de leurs entreprises trans-nationales. Par exemple, dans la période précédant l'engagement au Tchad, Anne Lauvergeon, présidente d'Areva (numéro 1 mondial du nucléaire) était en visite au Niger, siège d'un des plus importants gisements d'uranium. Elle est repartie avec un accord garantissant à Areva l'exploitation, pour les quarante prochaines années, du principal site de production d'uranium du pays. Mais la bourgeoisie française se sait menacée dans ses intérêts en Afrique. En effet, les Etats-Unis

lorgnent de plus en plus sur les matières premières du sous-sol africain, sur le pétrole en premier lieu, mais eux aussi sont intéressés par l'uranium du Niger. En 2007, le gouvernement américain a créé l'Africom (Africa Command), une structure de direction militaire dont l'existence prouve que les Etats-Unis s'organisent pour conduire une offensive impérialiste en Afrique.

A l'ère des guerres et des révolutions (Lénine, pour caractériser le capitalisme dans sa phase impérialiste), le capital répond à la crise structurelle du capitalisme par la guerre, la surexploitation, la déqualification de ses propres travailleurs etc., c'est à dire par la destruction des forces productives comme seul moyen de contre-balancer la baisse tendancielle du taux de profit, facteur responsable du pourrissement inexorable du capitalisme. L'Afrique est toujours la principale victime de l'impérialisme. Aussi, les révoltes populaires qui éclatent à l'encontre des dirigeants corrompus, sont-elles systématiquement caractérisées de conflits ethniques, par la presse bourgeoise. Au cours de ces derniers mois, nous avons pourtant vu le prolétariat africain relever la tête face à l'impérialisme et à ses valets. En Guinée-Conakry, au Mali contre Amadou Toumani Touré, au Kenya contre Kibaki, l'actuel président...

« La crise de l'humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire », écrivait L. Trotsky dans le Programme de transition. Au regard de l'Afrique, ce diagnostic prend toute sa force. Le développement d'organisations révolutionnaires luttant implacablement contre l'impérialisme et ses agents est une nécessité urgente pour les travailleurs et les jeunes du continent africain. La françafrrique, l'impérialisme US et britannique doivent connaître la défaite. Les impérialistes doivent être chassés du continent africain.

En solidarité avec les travailleurs africains, nous devons, au sein des pays impérialistes, mener campagne pour le retrait des troupes d'occupation.

**En Afrique et
au Moyen-Orient, retrait
des troupes impérialistes !**

Rémy



700.000 Palestiniens ont passé la frontière de la Bande de Gaza avec l'Egypte

Un trou dans la politique d'Israël et de l'impérialisme

Appui et solidarité avec la lutte du peuple palestinien !

Déclaration de la LIT-QI

Ces derniers jours, des centaines de milliers de Palestiniens de la Bande de Gaza ont démoli les passages frontaliers avec l'Égypte et sont entrés massivement dans ce pays pour acheter des aliments, des médicaments et d'autres éléments indispensables, qui leur manquaient suite au blocus israélien serré à ce territoire. On estime qu'environ 700 000 personnes, du million et demi d'habitants de Gaza, y ont participé.



l'aide internationale et les impôts locaux collectés par Israël dans les territoires palestiniens, indispensables pour le fonctionnement de ceux-ci, cherchant à étrangler financièrement le gouvernement du Hamas. Même lorsque la direction de cette organisation acceptait une trêve de fait avec Israël, ils voulaient encore l'obliger à capituler complètement et à accepter les accords d'Oslo. En même temps, Abbas et Al

Cette action, née de l'urgente nécessité de survie, a en même temps une claire signification de lutte et, dans les faits, a signifié un important triomphe, bien qu'il soit partiel, pour rompre le blocus israélien et ses objectifs. Comme le signale l'article de Steven Erlanger dans le New York Times, l'action « a aussi ouvert un grand trou dans la politique israélienne, soutenue par Washington, de faire pression sur la population de Gaza dans l'espoir qu'elle se lève contre le Hamas ».

La LIT-QI salue ce triomphe du peuple palestinien qui, une fois de plus, a montré son héroïsme et sa capacité de mobilisation, même dans les pires conditions, pour mettre en échec les différents plans élaborés constamment par l'impérialisme et Israël – avec la complicité d'une partie importante des organisations palestiniennes et des gouvernements arabes – pour liquider leur lutte pour la récupération de leur territoire historique, usurpé par Israël.

La crise des accords d'Oslo

La situation actuelle commence avec le

triomphe du mouvement islamique Hamas lors des élections législatives de l'ANP (Administration Nationale Palestinienne), au début de 2006, quand il a mis largement en échec les candidats de l'organisation Al Fatah, du président de l'ANP, Mahmud Abbas.

Ce résultat électoral a mis en crise la politique des Accords d'Oslo, dans lesquels Al Fatah et l'OLP ont reconnu l'existence de l'État d'Israël et ont légalisé son usurpation de la Palestine. En échange, ils recevaient la promesse de la création d'un « futur État palestinien », en réalité, de petits territoires isolés et sans possibilité réelle d'autonomie, dans le style des bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid. Le résultat électoral a montré le rejet majoritaire de cette politique par le peuple palestinien et l'usure profonde de la direction de Mahmud Abbas et Al Fatah, transformée maintenant en agent inconditionnel d'Israël et de l'impérialisme.

Face à cette situation, Israël, l'impérialisme et Abbas ont retenu les fonds de

Fatah ont armé une force militaire croissante pour réprimer les Palestiniens et attaquer le Hamas, ses dirigeants et ses députés.

Gaza : territoire palestinien indépendant

Malgré les tentatives conciliatrices du Hamas, qui appelait à former un « gouvernement d'unité nationale » avec Al Fatah vers le milieu de 2007, la situation a dérivé dans des confrontations ouvertes entre les deux forces et dans un coup d'État organisé par Abbas pour faire refluer le Hamas et prendre le contrôle total du gouvernement.

Face à la préparation de ce coup bonapartiste, soutenu par l'impérialisme et Israël, il y a eu une réaction des masses de Gaza qui ont poussé le Hamas à expulser l'appareil militaire d'Abbas et la police d'Al Fatah de ce territoire. Cela a été un triomphe des masses palestiniennes parce qu'ils ont ainsi libéré Gaza du contrôle d'Israël et de ses agents, en le transformant en un terri-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

toire palestinien indépendant.

Cette situation était totalement intolérable pour Israël et son rôle d'Etat militaire gendarme dans la région. C'est pour quoi, il a d'abord attaqué militairement le territoire, pour détruire son infrastructure de génération d'électricité et d'approvisionnement en eau. Ensuite, il a établi un blocus strict pour empêcher la réception d'aliments, de médicaments et de combustibles. Cette politique avait un objectif très clair : mettre en échec, à tout prix, la résistance du peuple de Gaza et l'obliger se rendre.

La politique du sionisme contre les Palestiniens rappelle celle des nazis contre les Juifs

L'extrême cruauté de cette politique israélienne, qui peut être qualifiée de génocide, ne doit pas nous surprendre puisqu'elle a son origine dans l'essence même de l'Etat d'Israël. D'une part, il s'agit d'une **enclave impérialiste** dont la création a signifié l'usurpation du territoire palestinien historique, avec des méthodes extrêmement violentes, et l'expulsion de centaines de milliers de ses habitants, en 1948. D'autre part, c'est un **Etat gendarme au service de l'impérialisme**, armé jusqu'aux dents pour attaquer les peuples arabes, spécialement les masses palestiniennes. En ce sens, ce blocus génocide n'est que la continuité des nombreux crimes qu'Israël a commis durant ses 60 années d'existence.

La politique israélienne rappelle, sous plusieurs aspects, la politique que les nazis ont eue vis-à-vis des Juifs, pendant la Seconde Guerre mondiale, spécialement la création du ghetto de Varsovie qui a mené à son soulèvement contre l'occupation nazie en 1943. Par une ironie cruelle de l'histoire, le sionisme a fait que les descendants de ces héroïques Juifs de Varsovie appliquent aujourd'hui cette même politique nazie contre un autre peuple opprimé, les Palestiniens.

La crise des accords d'Annapolis

Il y a toutefois une différence fondamentale entre les deux processus : alors que le soulèvement du ghetto de Varsovie a été totalement écrasé et mis en échec, la lutte des Palestiniens, même si elle n'a pas encore atteint son objectif historique de récupérer pleinement

leur terre, obtient des triomphes partiels, comme celui de la rupture du blocus sur la frontière avec l'Egypte, des triomphes qui vont provoquer la crise des différents plans que l'impérialisme et Israël essayent d'appliquer dans la région.

En ce sens, par exemple, avec la rupture de la frontière, les accords récents d'Annapolis (une ville aux Etats-Unis) entre Israël et Mahmud Abbas - avec l'approbation du gouvernement de George W. Bush et l'appui complice de presque tous les gouvernements arabes - qui essayaient de reprendre le chemin des Accords d'Oslo dans un nouvelle manœuvre contre le peuple palestinien, paraissent être entrés en crise, et très rapidement,

Israël n'est pas seul

L'Etat sioniste n'est pas seul pour poursuivre sa politique criminelle et génocide. Outre le soutien inconditionnel du gouvernement des Etats-Unis, qui définit Israël comme son « allié stratégique », et la complicité fantôme d'Abbas et du Fatah, il a aussi l'appui de fait des pays impérialistes européens et de l'ONU.

L'Union Européenne, le principal partenaire commercial d'Israël, et l'ONU, toujours disposées à soutenir et à entériner les actions et les invasions militaires impérialistes, comme en Afghanistan, en Iraq ou en Haïti, ont gardé jusqu'à présent un silence absolu face au blocus de Gaza, un silence qui ne peut pas être qualifié autrement que comme de la complicité avec la politique criminelle israélienne.

L'Egypte : une pièce maîtresse de la politique sioniste-impérialiste se détériore

L'autre pièce maîtresse de l'« opération bouclage » israélienne était l'action de l'Egypte, qui devait garantir sa frontière avec le sud de la Bande de Gaza. Mais, avec une intuition correcte, les masses palestiniennes, dirigées par le Hamas, ont rompu l'encerclement dans son « point faible », en démolissant les murs et les points de contrôle de la frontière. L'armée égyptienne, qui a initialement échangé des tirs avec la milice du Hamas, a par la suite été réticente pour réprimer les milliers de personnes qui entraient dans le pays. En même temps, les habitants et les commerçants égyptiens de la péninsule du Sinaï se sont montrés prêts à recevoir et à aider le peuple palestinien.

Ces faits ont provoqué en Egypte une crise politique dont l'importance dépasse la rupture du blocus. Entre 1948 et 1973, ce pays, le plus grand du monde arabe, gouverné par un courant militaire nationaliste bourgeois, le nassérien, a dirigé la lutte des peuples arabes contre Israël. Après la défaite de 1973 dans la guerre contre Israël, le nassérisme a commencé à tourner de plus en plus à droite. En 1978, Anwar el-Sadat, le successeur de Nasser, a signé à Camp David (Etats-Unis) un accord avec le gouvernement israélien, qui reconnaissait l'existence d'Israël et renonçait à la lutte pour récupérer la Palestine pour le peuple arabe.

Actuellement, l'Egypte est régie par la sanglante dictature pro-impérialiste de Hosni Mubarak, qui reçoit des Etats-Unis une aide annuelle de 2 milliards de dollars (la plus grande après l'Israël) pour rompre l'unité des peuples arabes dans la lutte contre Israël et « fermer l'étau » sur la Bande de Gaza.

Il est donc logique que le gouvernement de Mubarak reçoive de dures récriminations d'Israël et de l'impérialisme pour ne pas jouer le rôle qui lui est assigné, et qu'on exige de lui. Ceci n'est apparemment pas facile, malgré sa volonté de le faire, à cause de la crise que cette situation provoque dans l'armée égyptienne, et des sympathies de la majorité de la population pour les Palestiniens.

De fait, à partir de la rupture de la frontière, le problème palestinien est entré de plein pied dans la politique interne égyptienne. La politique pro-impérialiste de Mubarak est davantage mise en question et il y a eu des mobilisations d'appui aux habitants de Gaza. C'est-à-dire, l'usure du gouvernement augmente parce que ceci s'ajoute aux problèmes qu'il doit déjà affronter, comme la vague de grèves ouvrières que le pays a vécue durant les dernières années. Autrement dit, avec la crise de la dictature de Mubarak s'accélère la détérioration d'une des pièces maîtresses de la structure politique de l'impérialisme et du sionisme dans la région.

Encore une fois le problème de fond : la nécessité de détruire l'Etat d'Israël

Face au blocus criminel de la Bande de Gaza, nous sommes d'accord sûrement avec la majorité de la gauche mondiale,

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

y compris probablement une partie de la gauche israélienne, sur la nécessité de mettre en échec ce blocus et d'exiger d'Israël sa fin. En ce sens, la LIT-QI lance un appel pour mettre en œuvre une grande campagne unitaire de mobilisations pour cette exigence, dans un autre article de cette même édition de Courrier International.

De pair avec cette action unitaire, les événements de Gaza mettent de nouveau au premier plan le débat sur la question de la solution de fond pour la situation de conflit permanent en Palestine-Israël. La LIT-QI continue à affirmer que la seule solution est la destruction d'Israël qui, par son caractère d'enclave coloniale, d'usurpateur de la terre palestinienne, et d'Etat gendarme de l'impérialisme, est l'origine permanente de cette situation de conflits, avec des méthodes de plus en plus cruelles et génocides. C'est-à-dire, il n'y a aucune possibilité que le peuple palestinien obtienne la libération de sa terre et qu'il y ait de la paix dans la région, sans expulser l'occupant sioniste, de la même manière qu'il n'y avait pas d'autre alternative que de détruire l'« Etat de l'apartheid » en Afrique du Sud ou de liquider l'Etat nazi en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale.

C'est pourquoi, nous revendiquons le mot d'ordre constitutif de l'OLP, aujourd'hui abandonné par la grande majorité des organisations de la gauche, de combattre pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste, où peuvent coexister en paix les Palestiniens et les Juifs qui sont prêts à le faire et où peuvent retourner les millions de réfugiés et d'émigrés palestiniens, expulsés par Israël depuis 1948.

Toutefois, nous répétons que cette Palestine ne pourra pas être obtenue sans détruire l'Etat d'Israël. C'est une tâche que la défaite de l'armée sioniste au Liban et la rupture du blocus à Gaza, ajoutées à la crise politique croissante en Israël-même et à la détérioration de la politique impérialiste pour l'ensemble du Moyen Orient, mettent de plus en plus à l'ordre du jour comme actuelle et possible. Ceci, à condition d'obtenir l'unité des masses palestiniennes et de l'ensemble des peuples arabes dans cette lutte, ainsi que l'existence d'une direction disposée à mener cette tâche jusqu'à la fin.

La politique du Hamas

A partir de cet appui inconditionnel à la lutte du peuple palestinien, nous vou-

lons analyser plus profondément la politique du Hamas, l'organisation que nous reconnaissons comme étant la direction des masses palestiniennes de la Bande de Gaza.

Cette politique a eu des contradictions profondes. D'une part, le Hamas a répondu correctement, avec des actions de lutte, aux agressions récentes du sionisme et de leurs agents palestiniens et arabes (Abbas, Al Fatah et le gouvernement égyptien), en libérant d'abord la Bande de Gaza, à partir d'où il continue à lancer des attaques avec des fusées contre Israël, et en rompant maintenant le blocus sur la frontière avec l'Egypte. Ces actions lui ont sûrement gagné un immense prestige auprès des Palestiniens et des peuples arabes.

Mais, en même temps, le Hamas a lancé des appels permanents à la conciliation avec Abbas et Al Fatah et il a montré sa disposition à accepter une trêve de fait avec Israël. C'est une politique destinée à obtenir un certain statu quo qui lui permet de participer au gouvernement des territoires de l'actuelle ANP ou, au moins, d'obtenir un mini-Etat dans la Bande de Gaza, dirigé par eux. Une politique qui montre, d'une part, le caractère bourgeois et les limitations profondes de la direction du Hamas.

D'autre part, il est totalement absurde de penser que la situation terrible des Palestiniens puisse être résolue en maintenant seulement le contrôle permanent de Gaza. Si l'histoire a démontré largement que les problèmes sociaux d'une nation économiquement arriérée ne peuvent pas être résolus dans les frontières nationales, cette perspective s'avère encore plus impossible à obtenir dans un petit territoire, presque sans base productive et sans infrastructure de services, comme la Bande de Gaza.

C'est pourquoi, la récupération de la totalité du territoire palestinien n'est pas seulement un objectif historique mais c'est aussi un premier pas indispensable pour commencer à résoudre cette situation, ce qui nous mène, sans alternative, à la nécessité de détruire l'Etat d'Israël.

C'est cette perspective stratégique qui impose les tâches les plus urgentes. D'abord, il faut mettre en échec les agents d'Israël et de l'impérialisme dans le peuple palestinien, comme Abbas et Al Fatah. Deuxièmement, est faut appeler l'ensemble des peuples arabes à la

lutte pour mettre en échec les gouvernements pro-impérialistes de la région, spécialement, la dictature de Hosni Mubarak. De manière immédiate, cette mobilisation doit imposer au gouvernement égyptien l'ouverture permanente de la frontière avec Gaza et l'approvisionnement en aliments, médicaments et combustibles. Cette mobilisation doit également déboucher sur l'exigence nécessaire en direction des gouvernements comme celui de la Syrie, qu'ils cessent d'approuver des accords comme ceux d'Annapolis et qu'ils soutiennent de manière effective la lutte des Palestiniens.

La situation actuelle de la Bande de Gaza présente donc deux alternatives possibles. La première est que les triomphes partiels, comme la libération du territoire ou la rupture de la frontière avec l'Egypte, conduisent à un statu quo de coexistence temporaire, une situation qui, comme l'enseigne l'expérience, sera rapidement défaite par Israël et ses agents palestiniens, avec de nouvelles attaques. L'autre est que ces triomphes servent de stimulant et promeuvent une grande mobilisation conjointe des peuples arabes et musulmans, qui permettra d'avancer dans la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël.

Pour une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien

Dans une politique qui rappelle l'action des nazis, face au ghetto de Varsovie, le gouvernement israélien cherche, avec son blocus de la Bande de Gaza, que des milliers de Palestiniens meurent de faim ou de maladie, pour atteindre ses objectifs.

Nous ne pouvons pas rester passifs, face à cette nouvelle action génocide d'Israël dans la Bande de Gaza. C'est pourquoi, **il est nécessaire de développer une grande campagne internationale de solidarité et d'appui au peuple palestinien de ce territoire pour rompre le blocus et obliger Israël à le lever.** Nous croyons qu'il faut aussi **exiger du gouvernement égyptien qu'il ouvre de manière permanente la frontière avec Gaza et qu'il fournisse aux Palestiniens qui entrent au pays les éléments dont ils ont besoin pour survivre.**

La LIT-QI appelle aussi à exiger des gouvernements de tous les pays, qu'en réponse à l'action israélienne crimi-

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

nelle, ils décrètent un boycottage d'exportations à Israël, jusqu'à ce que cesse le blocus à Gaza. L'action des organisations syndicales, décidant des actions en ce sens, est très importante.

Quelques premières manifestations ont déjà commencé à se développer en Espagne, avec des rassemblements et des manifestations qui auront lieu dans

différentes villes du pays, ainsi qu'en Argentine et dans d'autres pays. Nous saluons aussi l'action conjointe réalisée entre Palestiniens et Israéliens avec cette exigence. Nous devons étendre ces exemples à toute la planète.

Toutes les organisations ouvrières et de gauche, et celles qui se revendiquent comme démocratiques et humanitaires, doivent participer à cet appel pour rom-

pre le blocus israélien et sauver la vie de milliers de Palestiniens.

Brisons le blocus criminel israélo-égyptien !

Solidarité et appui au peuple de Gaza !

Secrétariat International de LIT-QI

São Paulo, le 31 janvier 2008

Une action conjointe très importante

La politique génocide du gouvernement d'Israël a commencé à provoquer la réaction d'un secteur de personnalités et d'organisations de la gauche israélienne. Pour la première fois depuis de nombreuses années, il y a eu une marche conjointe d'activistes israéliens et palestiniens vers le Passage

Erez, sur la frontière nord de la Bande de Gaza avec Israël, pour réclamer la fin du blocus et amener des aliments et des médicaments pour ses habitants.

Il est évident que, pour le moment, il s'agit de l'expression d'un secteur encore très petit de la société israélienne, puisque sa grande majorité, jusqu'à

présent, soutient la politique de « main dure » avec les Palestiniens. Mais de toute façon, c'est un fait d'importance énorme parce qu'il représentera, s'il s'étend, un autre « trou » dans la politique du sionisme.

Venezuela

Non au licenciement de Orlando Chirino

Le dirigeant syndical Vénézuélien Orlando Chirino a été récemment licencié de la PDVSA, l'entreprise vénézuélienne pétrolière d'état. Cet événement représente une nouvelle attaque du gouvernement de Hugo Chavez contre l'indépendance syndicale des travailleurs vénézuéliens et contre ceux qui sont opposés à sa politique.

Une importante campagne nationale et internationale est en train de se développer en solidarité avec Chirino, pour condamner son licenciement et exiger sa réincorporation à la PDSVA. La LIT-QI se joint à cette campagne, et elle appelle toutes les organisations ouvrières, syndicales et de gauche à signer la pétition qui a été lancée à cet effet.

Ci-joint, nous présentons deux matériels : a) la déclaration que le Secrétariat International de notre organisation a faite à propos de cette question b) le texte de la pétition qui circule.

Déclaration de la LIT-QI

Le dirigeant syndical vénézuélien Orlando Chirino a été récemment licencié de l'entreprise PDVSA. Ce dirigeant a une trajectoire de plusieurs dizaines d'années de lutte au sein du mouvement ouvrier vénézuélien. Il a participé activement contre le coup d'état de la droite contre le gouvernement Chavez en Avril 2002, et contre la tentative de lock out patronal que ces mêmes secteurs réactionnaires et pro-impérialistes ont tenté contre la PDVSA en 2002-2003. Il a ensuite été un des fondateurs de la centrale syndicale UNT, dont il est actuellement un

des coordinateurs nationaux.

L'année dernière, en défense de l'autonomie syndicale, Chirino a formulé de dures critiques contre la politique du gouvernement Chavez et il s'est également opposé au récent projet de réforme constitutionnelle.

Il est donc évident, que son licenciement de la PDVSA représente une attaque du gouvernement Chavez à plusieurs niveaux. En premier lieu, contre les dirigeants qui ont défendu l'autonomie syndicale; en second lieu, contre ceux qui, après avoir affronté

le coup d'état, s'opposent aujourd'hui à la politique gouvernementale et en troisième lieu, contre les principes élémentaires de la liberté syndicale.

La LIT-QI considère que le licenciement de Chirino fait partie du projet plus large mené par le gouvernement de Hugo Chavez pour essayer de contrôler, d'une façon chaque fois plus autoritaire, la vie politique et syndicale du pays et plus particulièrement, d'empêcher l'organisation indépendante des travailleurs.

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

De même, il s'agit d'une nouvelle preuve que cette politique se situe à l'opposé de la prétendue « avancée vers le socialisme », que Chavez dit diriger. Nous réaffirmons que le vrai socialisme ne pourra être construit que par l'organisation et la mobilisation autonome de la classe ouvrière et

des secteurs populaires, en totale indépendance et en lutte contre la bourgeoisie.

La LIT-QI veut affirmer sa plus totale solidarité au camarade Orlando Chirino et rejette son licenciement. C'est pourquoi elle exige que le gouvernement vénézuélien et les autorités de la PDVSA le réincorporent immédiate-

ment. La LIT-QI appelle à amplifier la campagne internationale qui se développe en ce sens.

Secrétariat International

Ligue International des Travailleurs

São Paulo, le 8 février 2008

Pétition

A M. Rafael Ramirez

Ministre de l'Énergie et du Pétrole, Président de Pétroles du Venezuela.

Et aux membres de la Direction de PDVSA

Les soussignés s'adressent à vous pour obtenir la réintégration immédiate à son poste de travail d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), qui a joué un rôle déterminant contre le coup d'état d'avril 2002 et dans la défense de l'industrie pétrolière contre le lock-out patronal fomenté contre PDVSA cette même année.

Orlando Chirino a été licencié injustement de PDVSA alors qu'il est sous la protection de la Loi organique du travail

concernant les droits syndicaux comme membre de la direction de Sinutrapetrol (Syndicat unique des travailleurs du pétrole), avec la responsabilité de Secrétaire à l'hygiène et à la sécurité et comme coordinateur national de l'UNT.

Pour ces raisons et en relation avec le parcours militant d'Orlando Chirino, qui depuis plus de 30 ans s'est consacré au service de la classe ouvrière vénézuélienne en tant que dirigeant syndical reconnu par des milliers de travailleurs, et indépendamment de ses positions politiques et idéologiques nous nous adressons à vous pour obtenir sa réintégration à son poste de travail.

Recevez nos salutations ouvrières et démocratiques.

Le samedi 2 février 2008

Signez la pétition en ligne sur notre site :

http://www.gsi-litqi.org/declarcom/an-2008/petition_chirino.html



